

6.11 RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 juin 2018

À l'Assemblée Générale des Actionnaires de la société Pernod Ricard,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société, des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I. Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions et engagements autorisés et conclus au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisé et conclu au cours de l'exercice écoulé, à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

II. Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

A. Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Prêt par Pernod Ricard à Havana Club Holding (HCH) dans le cadre de la restructuration de HCH

Dans le cadre de la restructuration financière de HCH, le Conseil d'Administration du 20 octobre 2010 a donné son autorisation pour que

Pernod Ricard consente à HCH un prêt pour un montant maximum de 50 à 60 millions de dollars US. Il est précisé que le montant final du prêt s'est élevé à 53 839 374 dollars US.

Les montants facturés par Pernod Ricard à HCH au titre de ce prêt se sont élevés à 7 473 138 dollars US, soit l'équivalent de 6 201 602 euros, pour l'exercice clos le 30 juin 2018.

Ce contrat de prêt permet à HCH de disposer des moyens nécessaires à ses besoins de financement.

Mandataire social concerné : M. Alexandre Ricard, également administrateur de Havana Club Holding.

Contrat de crédit « € 2,500,000,000 Multicurrency Revolving Facility Agreement »

Votre Conseil d'Administration du 19 avril 2017 a autorisé la conclusion d'un nouveau contrat de crédit en langue anglaise intitulé « € 2,500,000,000 Multicurrency Revolving Facility Agreement » avec, notamment, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank en qualité d'arrangeurs mandatés (*Mandated Lead Arrangers*) et teneurs de livres (*Bookrunners*), BNP Paribas et Crédit Agricole Corporate & Investment Bank en qualité de prêteurs initiaux (*Original Lenders*), aux termes duquel les prêteurs mettent à disposition de votre société, de Pernod Ricard Finance et des autres sociétés du Groupe parties à ce contrat, une ligne de crédit renouvelable d'un montant maximum en principal de 2 500 000 000 euros.

Votre société s'est engagée à garantir, en tant que caution solidaire, sous certaines conditions, le respect des obligations de paiement des autres sociétés du Groupe emprunteuses.

Ce nouveau contrat de crédit a été conclu le 14 juin 2017 à l'effet, notamment, de diminuer la marge du contrat et d'en étendre sa maturité.

Le montant de la commission de non-utilisation du crédit syndiqué s'est élevé à 2 410 862,45 euros pour l'exercice clos le 30 juin 2018.

Dans le cadre de la garantie accordée par Pernod Ricard à certaines de ses filiales au titre du contrat de crédit, Pernod Ricard facture aux sociétés du Groupe utilisant leur droit de tirage une commission de garantie correspondant aux conditions de marché ; ce montant étant susceptible de varier en fonction des conditions de marché. Au cours de l'exercice clos au 30 juin 2018, trois tirages ont été effectués par Pernod Ricard Finance dans le cadre de ce contrat. L'ensemble de ces tirages ont été remboursés avant le 30 juin 2018. Ainsi, dans les comptes arrêtés au 30 juin 2018, Pernod Ricard a facturé 654 193,98 euros à Pernod Ricard Finance.

Enfin, il a été considéré par le Conseil d'Administration de votre société que ce contrat de crédit permet à Pernod Ricard, Pernod Ricard Finance et aux autres sociétés du Groupe parties à ce contrat, de disposer d'une ligne de crédit renouvelable multidevises pour leurs besoins de financement.

Mandataires sociaux concernés :

- Mme Veronica Vargas, également Director, Strategic and Acquisition Finance, du groupe Société Générale, partie au contrat de crédit ;
- M. Wolfgang Colberg, également membre du Conseil Régional de Deutsche Bank AG, partie au contrat de crédit.

B. Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs, sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des engagements suivants déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

Engagements autorisés au bénéfice de M. Alexandre Ricard, Président - Directeur Général

Votre Conseil d'Administration, réuni le 31 août 2016, a autorisé le renouvellement des engagements suivants pris en faveur de M. Alexandre Ricard en sa qualité de Président - Directeur Général de la société Pernod Ricard, qui a été approuvé par l'Assemblée Générale du 17 novembre 2016 :

- Clause de non concurrence d'une durée d'un an, assortie d'une indemnité correspondant à 12 mois de rémunération** (dernière rémunération annuelle fixe et variable décidée par le Conseil d'Administration)
 - Conformément au Code Afep-Medef, une stipulation autorise le Conseil d'Administration à renoncer à la mise en œuvre de cette clause lors du départ du Dirigeant.
- Clause de départ contraint soumise à conditions de performance, assortie d'une indemnité maximale correspondant à 12 mois de rémunération** (dernière rémunération annuelle fixe et variable décidée par le Conseil d'Administration)
 - L'indemnité liée à la Clause de départ contraint serait versée, sous réserve de la satisfaction de conditions de performance, en cas de départ contraint lié à un changement de contrôle ou de stratégie du Groupe. Conformément au Code Afep-Medef, aucune indemnité ne sera versée dans le cadre d'un départ (i) pour non renouvellement de mandat, (ii) à l'initiative du dirigeant, (iii) s'il change de fonctions au sein du Groupe ou (iv) s'il peut faire valoir à brève échéance ses droits à la retraite.
 - L'indemnité liée à la Clause de départ contraint est soumise aux 3 critères de performance suivants :
 - Critère n°1 : Taux de bonus annuels atteints sur la durée du ou des mandats : sera considéré comme satisfait si la moyenne des bonus perçus sur l'intégralité de la durée du ou des mandats n'est pas inférieure à 90% de la rémunération variable cible ;

- Critère n°2 : Taux de croissance du Résultat Opérationnel Courant sur la durée du ou des mandats : sera considéré comme satisfait si la moyenne d'atteinte de la croissance du Résultat Opérationnel Courant annuel comparé au budget de chaque année sur la durée du ou des mandats est supérieure à 95% (retraité des effets de change et de périmètre) ;
 - Critère n°3 : Taux de croissance moyen du Chiffre d'Affaires sur la durée du ou des mandats : sera considéré comme satisfait si le taux de croissance moyen du Chiffre d'Affaires sur la durée du ou des mandats est supérieur ou égal à 3% (retraité des effets de change et de périmètre).
- Le montant de l'indemnité susceptible d'être perçu au titre de la Clause de départ contraint sera calculé selon le barème suivant :
 - si les 3 critères sont satisfaits : perception de 12 mois de rémunération ⁽¹⁾,
 - si 2 des 3 critères sont satisfaits : perception de 8 mois de rémunération ⁽¹⁾,
 - si 1 des 3 critères est satisfait : perception de 4 mois de rémunération ⁽¹⁾,
 - si aucun critère n'est satisfait : aucune indemnité ne sera perçue.

Ainsi, conformément au Code Afep-Medef, le montant maximal global d'indemnité au titre de la Clause de non concurrence (indemnité de 12 mois de rémunération ⁽¹⁾) et au titre de la Clause de départ contraint (indemnité maximale de 12 mois de rémunération ⁽¹⁾) (total des 2), ne pourra excéder 24 mois de rémunération ⁽¹⁾.

Votre Conseil d'Administration a considéré que ces engagements permettent, d'une part, de protéger votre société en cas de départ du Dirigeant Mandataire Social en restreignant sa liberté d'exercer des fonctions chez un concurrent (clause de non concurrence) et, d'autre part, de protéger le Dirigeant Mandataire Social en prévoyant le paiement d'une indemnité, sous conditions de performance, en cas de départ non volontaire (clause de départ contraint).

3. Bénéfice des régimes collectifs de prévoyance et de frais de santé au bénéfice de M. Alexandre Ricard, Président - Directeur Général

M. Alexandre Ricard, n'ayant plus de contrat de travail avec la société en conformité avec le Code Afep-Medef, bénéficie des régimes collectifs de prévoyance et de frais de santé en vigueur au sein de la société, dans les mêmes conditions que celles applicables à la catégorie de salariés à laquelle il est assimilé pour la fixation des avantages sociaux et autres éléments accessoires de sa rémunération.

Votre Conseil d'Administration, réuni le 31 août 2016, a autorisé le renouvellement de cette convention, qui a été approuvé par l'Assemblée Générale du 17 novembre 2016 (5^e résolution).

Paris La Défense, le 19 septembre 2018

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Eric Ropert
 Associé

Deloitte & Associés

David Dupont-Noel
 Associé

(1) Dernière rémunération annuelle fixe et variable, décidée par le Conseil d'Administration.